

# Table des matières

<b>Sommaire</b> .....	5
<b>La proportionnalité de la peine en droit belge : une exigence de l'État de droit érigée en droit pour le justiciable</b> .....	7
<b>FRANKLIN KUTY</b>	
Introduction .....	8
<b>Section 1.</b> La proportionnalité de la peine consacrée par la loi.....	11
<b>Section 2.</b> La proportionnalité de la peine arrachée à la loi.....	19
<b>Section 3.</b> Les implications actuelles du principe de proportionnalité.....	27
Conclusions.....	42
<b>Actualités de droit pénal général : nouveautés en matière de récidive et de concours d'infractions</b> .....	49
<b>CHRISTINE GUILLAIN</b>	
Introduction .....	50
<b>Section 1.</b> La récidive de crime sur délit .....	50
§ 1. Rétroactes : l'absence de récidive de crime sur délit : un choix délibéré du législateur de 1867, régulièrement remis en cause .....	51
§ 2. Préalables : la jurisprudence de la Cour constitutionnelle : une valse de critiques.....	52
a) Le premier volet de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle : la discrimination au niveau de la fixation de la peine .....	53
b) Le second volet de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle : la discrimination au niveau de l'exécution des peines .....	54

§ 3.	Une nouvelle forme de récidive dans le Code pénal.....	56
§ 4.	Analyse de la loi du 5 mai 2019 introduisant un nouvel article 55 <i>bis</i> dans le Code pénal.....	57
a)	Le premier terme de la récidive .....	58
b)	Le second terme de la récidive.....	59
§ 5.	Les conséquences de la loi du 5 mai 2019 sur la fixation de la peine réduites à peau de chagrin.....	60
§ 6.	L'insoutenable légèreté du législateur : quand l'adoption d'une loi entraîne des problèmes en cascade....	62
a)	Au niveau de la fixation de la peine .....	63
b)	Au niveau de l'exécution de la peine.....	64
c)	Du côté de l'administration pénitentiaire.....	67
<b>Section 2.</b>	La suppression de l'article 61 du Code pénal en matière de concours matériel d'infractions .....	70
<b>Section 3.</b>	La promotion des peines alternatives en matière de racisme.....	73
<b>Section 4.</b>	Une nouvelle incrimination en matière de racisme et de xénophobie.....	74
	Conclusions.....	75

## **Actualités de droit pénal spécial.....** 79

**LAURENT KENNES**

	Introduction .....	80
<b>Section 1.</b>	L'interruption volontaire de grossesse.....	80
§ 1.	L'évolution législative .....	81
a)	La situation préalable à la loi du 15 octobre 2018.....	81
b)	La loi du 15 octobre 2018 relative à l'interruption de grossesse : un droit pour la femme enceinte de disposer librement de son corps et de la vie qu'elle porte ? .....	82
c)	La proposition de loi du 16 juillet 2019 visant à assouplir les conditions pour recourir à l'interruption volontaire de grossesse : une dépenalisation effective .....	85
§ 2.	La notion d'avortement en droit pénal.....	86
§ 3.	Les infractions d'avortement.....	88
a)	L'interruption volontaire de grossesse sur une femme non-consentante (art. 348 C. pén.).....	88

b)	L'interruption 'involontaire' de grossesse sur une femme non consentante (art. 349 C. pén.) .....	89
c)	L'infraction d'interruption volontaire de grossesse sur une femme consentante (art. 3, al. 1 et 3, de la loi du 15 octobre 2018).....	89
d)	L'homicide de la mère par l'emploi de moyens abortifs (art. 352 C. pén. et 3, al. 4, de la loi du 15 octobre 2018).....	90
§ 4.	La permission légale d'avorter.....	91
a)	La femme enceinte ne doit plus justifier les motifs de sa demande.....	91
b)	Le délai de douze semaines pour formuler la demande d'IVG et son exception.....	92
c)	Le délai de six jours de réflexion.....	94
d)	Les conditions de forme.....	94
§ 5.	L'incrimination de l'empêchement d'avorter.....	95
<b>Section 2.</b>	<b>L'attentat à la pudeur</b> .....	96
§ 1.	La définition générale de l'attentat à la pudeur .....	96
a)	Les éléments constitutifs .....	96
b)	Le commencement d'exécution .....	101
§ 2.	L'attentat à la pudeur commis avec violence, contrainte, menace, surprise ou ruse (article 373 du Code pénal).....	101
a)	Une forme de contrainte implique nécessairement l'application de l'article 373 du Code pénal, même si la victime est mineure.....	101
b)	Avant la loi du 1 <sup>er</sup> février 2016 : L'attentat à la pudeur par violence ou menace .....	102
c)	La loi du 1 <sup>er</sup> février 2016 : L'attentat à la pudeur par violence, menace, contrainte, surprise ou ruse .....	104
§ 3.	L'attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur (art. 372).....	105
<b>Section 3.</b>	<b>Le voyeurisme et la diffusion non consensuelle d'images et d'enregistrements à caractère sexuel</b> .....	107
§ 1.	Les motifs de cette incrimination récente .....	107
§ 2.	Le libellé de l'article 371/1.....	107
§ 3.	Les éléments constitutifs du voyeurisme .....	108
a)	Un acte d'observation ou un enregistrement visuel ou audio .....	108
b)	Le défaut de consentement de la victime.....	108

c) La scène observée .....	110
d) La violation d'un lieu de vie privée .....	110
e) L'élément moral .....	110
§ 4. Les éléments constitutifs de la diffusion non consensuelle d'images et d'enregistrements à caractère sexuel .....	111
a) Le fait de montrer, de rendre accessible ou de diffuser l'enregistrement.....	112
b) Un enregistrement visuel ou audio .....	112
c) L'objet de l'enregistrement.....	112
d) Le défaut de consentement.....	112
e) L'élément moral .....	112
§ 5. Les peines prévues.....	113
§ 6. Les circonstances aggravantes.....	113
§ 7. « <i>Revenge porn</i> », une circonstance aggravante spécifique à la diffusion d'images : l'intention méchante ou le but lucratif.....	114
<b>Section 4.</b> Le dol éventuel en cas de qualification de tentative de meurtre .....	116
§ 1. L'arrêt du 2 octobre 2019.....	116
§ 2. L'arrêt du 6 novembre 2019 .....	117
§ 3. Les conclusions préalables à l'arrêt du 6 novembre 2019.....	118
§ 4. Réflexions .....	123

## **Actualités en droit de l'exécution des peines privatives de liberté : Un état de crise permanent ?**..... 127

**OLIVIA NEDERLANDT**

### **Introduction**..... 128

#### **Section 1.** Les modifications légales récentes..... 131

- |                                                                                                                                                                       |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 1. Les maisons de transition (loi du 11 juillet 2018<br>portant des dispositions diverses en matière pénale ;<br>en vigueur le 1 <sup>er</sup> septembre 2019)..... | 132 |
| a) Définition et conditions d'octroi .....                                                                                                                            | 134 |
| b) Procédure .....                                                                                                                                                    | 136 |
| c) Questionnements liés à la maison de transition .....                                                                                                               | 142 |
| § 2. Diverses modifications de la loi SJE<br>(loi du 5 mai 2019 modifiant la loi SJE ;<br>en vigueur le 1 <sup>er</sup> avril 2021 – sous réserve de report) .....    | 149 |

§ 3. Le régime spécifique pour les condamné.e.s terroristes ou présentant des signes d'extrémisme violent (loi du 5 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes ; en vigueur le 3 juin 2019).....	153
a) Un rapport spécialisé d'évaluation des risques et la question de l'identification des personnes liées à l'extrémisme violent .....	154
b) La condition de suivre un parcours d'accompagnement en cas d'octroi d'une modalité d'exécution de la peine et la position du CAPREV.....	162
c) La motivation de la décision renforcée et l'obligation de se prononcer sur l'interdiction de quitter le territoire en cas d'octroi d'une modalité .....	165
d) Un régime de détention d'exception.....	166
§ 4. La prise en compte de la récidive au stade de l'exécution des peines privatives de liberté (loi du 5 mai 2019 insérant dans le Code pénal un article 55 <i>bis</i> , en ce qui concerne la récidive ; en vigueur le 7 juin 2019).....	167
§ 5. Les lois du 5 mai 2019 en ce qui concerne l'informatisation de la Justice (en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2020) et la publication des jugements et arrêts (en vigueur le 1 <sup>er</sup> septembre 2021 – sous réserve d'un report).....	170
<b>Section 2.</b> L'exécution des peines privatives de liberté dont le total des parties ou la partie à exécuter est inférieure ou égale à trois ans.....	177
§ 1. Le régime administratif applicable jusqu'au 1 <sup>er</sup> avril 2021 (et plus tard dans le cadre de dispositions transitoires).....	182
a) La libération provisoire.....	183
b) La surveillance électronique.....	191
§ 2. Le régime de la loi SJE applicable à partir du 1 <sup>er</sup> avril 2021....	197
a) Les conditions d'octroi des modalités.....	197
b) La procédure relative à la décision d'octroi d'une modalité.....	199
c) Le suivi en cas d'octroi d'une modalité.....	205
§ 3. L'application dans le temps.....	207
§ 4. Discussion.....	214
<b>Section 3.</b> La prison au temps du coronavirus.....	223
§ 1. La circulaire n° 07/2020 du Collège des procureurs généraux.....	226

§ 2. L'arrêté royal du 9 avril 2020.....	227
a) L'interruption de l'exécution de la peine « coronavirus Covid-19 ».....	228
b) La libération anticipée six mois avant la fin de la ou des peine(s).....	232
c) La représentation par avocat.e lors des audiences et la suppression des audiences en prison .....	234
d) La suspension des modalités impliquant des aller-retours en prison .....	235
e) Les mesures facilitant l'exercice des poursuites et d'exécution des peines par le ministère public.....	236
f) Réflexions : un déséquilibre au détriment des personnes condamnées et/ou détenues.....	237
§ 3. Les mesures prises par la DGEPI.....	241
Conclusion .....	244

<b>Table des matières .....</b>	<b>249</b>
---------------------------------	------------